



Évolution de la campagne de ratification des protocoles internationaux et régionaux pour l'abolition de la peine de mort - n°11

Ce document présente les dernières évolutions de la campagne (état des ratifications, actions menées par la Coalition mondiale et ses membres) et propose des actions pour les prochains pays cibles. Il est publié tous les deux mois, avant chaque changement de pays cible.

Pour plus de détails, visitez : www.worldcoalition.org/fr/protocol

Au 1^{er} mai 2013, 76 pays sont parties au Protocole et 4 Etats ont signé le Protocole mais ne l'ont pas encore ratifié.

Les dernières ratifications : tous des pays ciblés par la campagne

- **Bolivie** : le 17 avril 2013, la Bolivie a promulgué la Loi N° 358, pour la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP.
- **Lettonie** : le 19 avril 2013, la Lettonie a adhéré au deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP. La Lettonie avait ratifié le Protocole 13 à la Convention européenne des droits de l'homme le 5 janvier 2012.
- **Madagascar** : le 24 septembre 2012, Madagascar a signé le deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP.
- **Bénin** : le 5 juillet 2012, le Bénin a adhéré au deuxième Protocole facultatif
- **Mongolie** : le 13 mars 2012, la Mongolie a adhéré au deuxième Protocole facultatif.

La 4^e année de campagne

Début 2013, la Coalition mondiale contre la peine de mort a évalué les avancées de la campagne en 2011 et 2012 afin de réviser sa stratégie pour les prochaines années de plaidoyer pour la ratification. A cette occasion, tous les outils ont été mis à jour et une nouvelle liste de pays cibles a été décidée (worldcoalition.org/fr/protocol).

La deuxième phase de la campagne de ratification ne se focaliserait plus seulement sur le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques mais aussi sur les protocoles régionaux. La campagne a ainsi été renommée « Campagne de ratification des protocoles internationaux et régionaux pour l'abolition de la peine de mort ».

Actions menées début 2013

Lobbying auprès des pays cibles:

- **Traduction des outils en espagnol et arabe** pour faciliter le travail des membres et partenaires locaux, notamment pour le Maroc

Lobbying auprès des Organisations internationales :

- 53^e session de la **Commission africaine des droits de l'homme et des peuples** : déclaration orale conjointe demandant aux Etats membres de ratifier le Protocole.
- 107^e session du **Comité des droits de l'homme** : participation à l'examen de l'**Angola**.
- Pendant sa 50^e session, le **Comité contre la torture** a félicité la **Bolivie** pour la promulgation de la Loi N° 358 et a recommandé au pays de déposer les instruments de ratification auprès de l'ONU au plus vite.



A vous d'agir !

Pour mai et juin 2013, nous vous encourageons à envoyer des lettres officielles aux gouvernements suivants :

→ Bolivie

H. E. Mr. Evo MORALES AYMA
Presidente del Estado Plurinacional de Bolivia

Calle Ayacucho Esquina Comercio s/n
Palacio de Gobierno
La Paz
Bolivia

H. E. Mr. David Choquehuanca
Céspedes
Ministro de Relaciones Exteriores y Cultos

Plaza Murillo - c. Ingavi esq. c. Junín
La Paz
Bolivia

→ Burundi

S.E. Honorable Pierre NKURUNZIZA
Président de la République du Burundi

Boulevard de l'Uprona, Rohero I
BP 1870
Bujumbura
Burundi
Fax : +25 779 020 202

S.E. M. Laurent KAVAKURE
Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale

BP 6078
Bujumbura
Burundi

Vous trouverez des conseils et des lettres modèles dans le **kit de lobbying** téléchargeable sur le site :

www.worldcoalition.org/media/resourcecenter/KitLobbyingMembresWCADP-FR.pdf

 Tous les outils ont été mis à jour et sont aussi disponibles en espagnol et arabe !

Agenda pour mai et juin 2013 :

- **27 mai – 14 juin 2012**: 23^e session du **Conseil droits de l'homme** de l'ONU, adoption du rapport de l'EPU pour le **Burundi**, rapport de l'Expert indépendant sur la **Cote d'Ivoire** et du Rapporteur spécial sur les exécutions.
- **12-15 juin** : 5^e congrès mondial contre la peine de mort, Madrid, Espagne